

La participation de la population au développement de l'Agriculture. Proposition pour une nouvelle méthodologie de la vulgarisation dans les pays du Sahel

Belloncle G.

Ressources humaines et développement rural intégré

Paris : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1983-III

1983

pages 35-44

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010729>

To cite this article / Pour citer cet article

Belloncle G. **La participation de la population au développement de l'Agriculture. Proposition pour une nouvelle méthodologie de la vulgarisation dans les pays du Sahel.** *Ressources humaines et développement rural intégré.* Paris : CIHEAM, 1983. p. 35-44 (Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1983-III)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

La participation de la population au développement de l'Agriculture proposition pour une nouvelle méthodologie de la vulgarisation dans les pays du sahel

Guy Belloncle
Directeur de recherche associé à l'École
des Hautes Etudes en Sciences Sociales
(Sciences Sociales du Développement)

Note de synthèse préparée
pour l'Atelier de Bamako (octobre 1981) sur la formation dans les projets

Organisé par le CILSS (comité inter-Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel) et le «Club du Sahel».

Chacun reconnaît aujourd'hui que l'agriculture sahé-
lienne est en crise, qu'il s'agisse des cultures d'expor-
tation qui presque partout stagnent ou régressent ou
encore plus des cultures vivrières, insuffisantes pour
nourrir convenablement les populations rurales et à
fortiori pour approvisionner des villes en pleine ex-
pansion démographique - Mais devant une telle situa-
tion faut-il incriminer? Les paysans sahéliens, in-
capables de changement, rebelles à toute innovation,
ou pour reprendre une expression souvent entendue
faisant preuve de «mauvaise volonté»? Ou bien ne
faut-il pas plutôt remettre en cause les Projets de dé-
veloppement rural eux-mêmes à la fois au niveau des
objectifs qu'ils se fixent et des *méthodes d'interven-*
tion qu'ils pratiquent? Pour nous il ne fait aucun dou-
te que c'est à ce deuxième niveau qu'il faut chercher

les causes profondes de la stagnation actuelle de l'a-
griculture sahélienne et c'est ce que nous voudrions
essayer de montrer dans la présente étude. Depuis
vingt ans que nous fréquentons les paysans sahé-
liens, nous avons acquis en effet la conviction qu'ils
seraient tous prêts et techniquement tout à fait capa-
bles d'entreprendre la révolution agricole indispensa-
ble au Sahel pour peu qu'on adopte à leur égard une
approche différente et qu'on les considère enfin pour
ce qu'ils sont, non pas des mineurs sur lesquels il
faut exercer une pression constante pour les amener
à changer mais des adultes responsables riches de
leur propre expérience et qui ne demandent qu'à
adopter de nouvelles techniques culturelles pourvu
qu'on leur en démontre le bien-fondé.

I. ANALYSE CRITIQUE DES METHODES DE VULGARISATION ACTUELLES

Disons-le d'emblée et sans précautions oratoires inutiles: la vulgarisation agricole telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui à peu près partout en Afrique Noire nous paraît faire totalement fausse route et c'est là, croyons-nous, l'une des causes essentielles de cette crise de l'agriculture que nous évoquons il y a un instant. Cette vulgarisation repose en effet toute entière sur une philosophie *implicite* conduisant à toute une série de *postulats erronés* avec pour résultat qu'elle prend les sociétés africaines traditionnelles littéralement à rebrousse-poil et qu'elle ne peut aboutir en définitive qu'à des réactions de rejet inexplicables pour celui qui continue à juger suivant des critères extérieurs, mais tout à fait compréhensibles quand on connaît leur logique sociale profonde. Efforçons-nous donc de repérer quelques-uns de ces postulats erronés et d'analyser les conséquences que cela peut avoir au niveau des populations.

1. Premier postulat erroné: la nécessité de disposer d'un encadrement rapproché.

Nul ne contestera qu'il s'agit là d'un postulat de base de tous les projets de développement rural en Afrique sahélienne et l'on sait qu'une partie importante des fonds demandés aux sources de financement extérieures sert à payer cet «encadrement rapproché». Plus même, à chaque fois qu'il y a échec, on voit incriminer «l'insuffisance de l'encadrement» et réclamer un ratio encadreur/paysans encore plus dense. Or, que constate-t-on lorsqu'on analyse en toute objectivité la situation? D'abord que la compétence technique de ces encadreurs, supposés conseiller les paysans, est des plus réduite et dans la grande majorité des cas inférieure à celle des paysans techniquement les plus avancés. Ces encadreurs sont en effet recrutés, la plupart du temps, parmi ceux que l'on appelle des «déchets scolaires» et ne reçoivent qu'une formation technique sommaire qui relève plus d'une liste de recettes —sorte de catéchisme— que d'une compréhension scientifique de l'agriculture. Aussi, dès que les premiers paysans ont adopté les thèmes techniques de base— nous y reviendrons dans un instant - le discours de l'encadreur n'embraye plus et tourne en rond. Bientôt les paysans connaissent le «discours» par coeur —même s'ils ne l'appliquent pas pour des raisons que nous analyserons plus loin— et l'encadreur est souvent tourné en dérision (1). Aussi peut-on constater que très rapidement, l'encadreur de base est de moins en moins utilisé pour la vulgarisation et de plus en plus pour ce qu'on pourrait appeler «l'intendance» c'est-à-dire l'approvisionnement en moyens de production, le crédit et la commercialisation... ce qui a de nouveaux des conséquences désastreuses. D'une part, en effet, la présence d'un encadreur qui fait le travail empêche de poser le problème de la responsabilisation des pay-

sans et de la prise en charge à leur propre niveau de toutes ces tâches qu'ils pourraient parfaitement assûmer. D'autre part, en confiant les tâches de récupération du crédit aux encadreurs, on les transforme le plus souvent en «agents de répression»... ce qui compromet définitivement le rôle éducatif qu'ils pouvaient encore avoir; (ainsi que le dit le proverbe hausa «Pour appeler son chien on ne tient pas un bâton à la main»). Enfin, et sans doute le plus important, en confiant à ces jeunes encadreurs des tâches de gestion et notamment des manipulations d'argent à la fois au niveau du crédit et de la commercialisation —on les soumet à des tentations auxquelles, hélas, beaucoup succombent. Si on ajoute à cela leur jeune âge (souvent les paysans les appellent «les enfants») et le fait qu'en tant que représentants des Projets de développement sur le terrain, ils sont chargés de l'exécution de toutes les décisions y compris les plus impopulaires - sans avoir la capacité de les expliquer, on comprendra aisément les réactions de rejet (quelquefois brutales) qui se manifestent à leur endroit dans de nombreux pays. Il ne fait en tout cas aucun doute à nos yeux qu'il s'agit là d'un dispositif à la fois coûteux et inutile. Inutile, parce que, ainsi que nous le verrons, toutes les tâches qui leur sont aujourd'hui confiées pourraient être assurées dans de bien meilleures conditions par des paysans organisés. Coûteux, parce que si leur coût unitaire reste relativement faible, leur nombre est tel que le coût total, ainsi qu'on l'a déjà dit, représente une part extrêmement importante des budgets des Projets, et on peut se demander si de telles sommes n'auraient pas un impact plus grand sur la production agricole si elles étaient utilisées pour alléger —directement ou indirectement— les coûts de certains facteurs de production. Mais surtout, et c'est là le plus essentiel, le recours à l'encadrement rapproché signifie que profondément on ne croit pas le paysan capable d'adopter les changements proposés *de sa propre initiative* et que l'on pense qu'il faut maintenir sur lui une pression constante par l'intermédiaire de ces jeunes encadreurs très vite assimilés davantage à des *surveillants* qu'à des *conseillers*. Or, c'est cette mise sous surveillance constante, ce manque de confiance dans leur capacité à adopter par eux-mêmes les innovations qui leur paraîtraient bénéfiques, ce recours permanent à la «contrainte» (même si elle reste psychologique) et non à un dialogue loyal entre «adultes» que les paysans supportent de moins en moins. Le problème n'est donc pas selon nous, comme on l'entend souvent, de «renforcer l'encadrement» mais bien plutôt de *l'alléger*, ne serait-ce que pour redonner aux paysans le temps de souffler un peu et de prendre véritablement leur responsabilités... ce que les dispositifs de l'encadrement rapproché les a empêchés de faire jusqu'ici. Moins de cadres donc, mais de meilleure qualité, non seulement technique, mais aussi humaine et surtout mettant en oeuvre un tout autre style de relations avec les producteurs. Mais c'est là un problème sur lequel nous reviendrons dans nos pro-

positions. Pour l'instant, restons-en à l'inventaire — et à la critique — des postulats erronés.

Deuxième postulat erroné: le passage par Les «paysans pilotes» ou «paysans leaders» ou «paysans de pointe»...

Il s'agit là aussi d'une constante dans la philosophie de vulgarisation mise en oeuvre par les différents projets. Or, c'est sans doute là le *point sur lequel on heurte le plus profondément les valeurs de la société traditionnelle africaine*, s'il est vrai, comme l'écrit l'anthropologue René Bureau, que celle-ci fonctionne comme «une machine à étêter les arrivistes» et que «sa finalité dernière est la prévention contre les inégalités et la reconstitution inlassable de l'harmonie constamment menacée» (2). La détection des paysans pilotes, le soutien spécifique qu'on leur apporte, ne peut en effet être perçu dans les villages que comme une profonde *injustice*, comme le désir de privilégier certains individus au détriment de l'ensemble du groupe. Or, ce que le groupe attend parce que cela correspond à ses valeurs profondes - c'est une possibilité de *promotion collective*. Sans doute cela ne veut pas dire que l'on pourra partir avec tout le monde en même temps (il y aura toujours «ceux qui commenceront les premiers») mais nous verrons lorsque nous présenterons la nouvelle méthodologie comment cela peut se faire *avec le consensus du groupe* et non comme cela se passe aujourd'hui à travers des conflits souvent lourds de conséquences. (Ainsi, voit-on fréquemment des innovateurs isolés quitter le village et s'installer à l'écart pour éviter les pressions auxquelles ils sont soumis). Sur ce point également nous pensons donc essentiel de rompre totalement avec la philosophie «individualiste», qui sous-tend la sociologie implicite que l'on trouve derrière la théorie des paysans pilotes pour plutôt mettre en oeuvre une *pédagogie de groupe* plus conforme, croyons-nous, à la vision du monde des sociétés africaines traditionnelles. Mais n'anticipons pas et poursuivons notre inventaire des postulats erronés.

Troisième postulat erroné: la «parcellisation» et la «fragmentation» des thèmes techniques proposés par la vulgarisation.

On sait que c'est également là une constante des projets de développement agricole qui partout procèdent à une hiérarchisation des thèmes techniques proposés par la recherche agronomique en distinguant thèmes simples et thèmes complexes, ces derniers ne devant être abordés en vulgarisation que lorsque les premiers ont déjà été adoptés. Or, là encore une telle façon de faire a des conséquences désastreuses et peut conduire à des malentendus tragiques entre paysans et vulgarisateurs. Dans bien des cas, en effet, les thèmes simples sont effectivement trop simples pour constituer même un début de solution aux problèmes dramatiques auxquels l'agriculture sahélienne est confrontée. Et sur ce point, qu'on

nous permette de rapporter une expérience personnelle qui aura constitué un tournant essentiel dans notre réflexion sur les méthodes de vulgarisation. C'était en 1968, près de Magaria dans l'Est du Niger, pendant un stage de préparation de la campagne agricole au cours duquel le vulgarisateur reprenait pour la énième fois son «catéchisme» sur le traitement des semences au fongicide, le semis en ligne, les doses «économiques» d'engrais, etc... Tout à coup un paysan a pris la parole pour dire à peu près ceci: «Tout ce que tu racontes là, nous le connaissons par coeur et nous l'avons essayé. Mais quand la terre est morte, ton poison (le fongicide) et même ta poudre (l'engrais) ne donnent rien. Dans notre village, un blanc est venu il y a trois ans et nous a demandé un champ. Nous lui avons donné le champ le plus fatigué derrière le village. Le Blanc l'a entouré avec du fil de fer barbelé et un jeune moniteur est venu avec des boeufs et du matériel et il l'a cultivé comme on lui disait de le cultiver. Aujourd'hui, là où nous ne récoltons pas 10 gerbes de mil, ce champ en donne 100. Si tu connais le secret de ce champ indique le nous. Si tu ne le connais pas ne nous fatigue pas davantage». Or, ce champ n'était autre chose qu'un point d'appui de la recherche agronomique sur lequel était conduit un essai de redressement de la fertilité par apport de phosphate naturel (500 kg/ha.), enfouissement des résidus de récolte et apport de fumure organique. Et c'est cela que les paysans de Magaria voulaient apprendre. Malheureusement, lorsque deux ans plus tard un Projet sera préparé, il s'en tiendra aux thèmes «simples» vulgarisés par un encadrement «rapproché» mais ne prévoiera rien pour le redressement de la fertilité par l'apport de phosphates naturels pourtant existant dans le pays. Aussi, nous ne craignons pas de le dire, même si cela pourra paraître paradoxal à certains: notre conviction est que si globalement les paysans sahéliens n'ont pas encore adopté les techniques vulgarisées ce n'est pas, contrairement à ce que l'on pourrait penser, parce qu'elles sont trop complexes mais au contraire parce qu'elles sont trop simples et de ce fait n'apportent pas de solution véritable aux problèmes actuels et notamment à celui de la baisse constante de la fertilité du sol du fait de la disparition de la jachère longue, méthode traditionnelle de régénération des sols. Et cette situation débouche sur un malentendu tragique que nous avons eu fréquemment l'occasion de constater: d'un côté les paysans après quelques années d'essais infructueux renoncent même aux «thèmes simples», de l'autre les cadres ne leur proposent aucun thème technique plus complexe arguant du fait qu'ils n'ont pas encore adopté les plus simples. Là encore, il faudrait changer de méthode et discuter avec les paysans une *stratégie de modernisation complète* montrant comment les différents thèmes techniques se renforcent les uns les autres et peuvent en définitive constituer une solution aux problèmes qu'ils posent. D'ailleurs, on peut là aussi se demander si derrière les arguments pédagogiques que l'on

invoque pour justifier la parcellisation et la fragmentation des thèmes techniques, on ne retrouve pas de nouveau un manque de confiance dans la capacité des paysans à comprendre la totalité de la stratégie. Une chose nous paraît en tous les cas certaine: une telle façon de faire conduit à une véritable «infantilisation» à laquelle les paysans réagissent vivement en tournant très vite le catéchisme du vulgarisateur en dérision. Là encore ce qu'il faut c'est changer d'attitude et considérer les paysans pour ce qu'ils sont: des adultes responsables qui demandent à savoir où on les conduit.

Quatrième postulat erroné: le mythe de l'exploitation-type

Relisons de nouveau sur ce point les «documents de projet». Partout on voit fleurir le concept «d'exploitation agricole type» ou moyenne... avec ses 3 actifs, sa paire de boeufs et ses 6 ha. Or, il n'est pas besoin de fréquenter longtemps les villages sahéliens pour savoir que ceci ne correspond strictement à rien dans la réalité... Les structures agraires sahéliennes sont infiniment plus complexes. Cela est vrai de l'implantation physique des champs qui ne correspondent nulle part à ce bloc d'un seul tenant cultivé en permanence qu'évoque le concept européen «d'exploitation agricole», les champs Sahéliens se caractérisant au contraire par leur dispersion et leur mobilité. Cela l'est également quant aux modes de mise en valeur et «d'appropriation» des récoltes. Ainsi trouve-t-on encore dans certaines régions les champs de la grande famille cultivés en commun et prioritairement consacrés aux cultures vivrières, les champs des familles «restreintes» donnant priorité aux cultures commerciales, sans compter les champs des femmes et les champs des jeunes cultivés certains jours de la semaine (nous y reviendrons dans un instant). On est loin, on le voit, d'un «chef d'exploitation» unique prenant toutes les décisions. Et que dire alors du nombre d'actifs (qui peuvent varier de 1 à 50), du degré d'équipement, des superficies mises en valeur? Il est évident qu'il n'est pas possible d'envisager pour tous ces cas des stratégies de modernisation uniques et que là encore, ce n'est qu'à travers un patient dialogue avec les intéressés que l'on pourra adapter cas par cas les stratégies à mettre en oeuvre.

Cinquième postulat erroné: les Projets s'adressent exclusivement à la population adulte masculine négligeant les femmes et les jeunes.

Là encore chacun reconnaîtra qu'il s'agit bien d'une caractéristique commune à l'ensemble des Projets. Et pourtant, nul ne peut nier l'importance du rôle de ces deux groupes sociaux (les femmes et les jeunes) dans la production agricole. Ainsi dans presque toutes les sociétés africaines, les femmes participent activement aux travaux agricoles et il existe ce que les anthropologues appellent une «division sexuelle des tâches» qu'on ne peut ignorer. De même, nombreuses sont les sociétés où les femmes cultivent un certain

nombre de jours par semaine des champs qui leur sont attribués en propre et dont la récolte leur revient. Dans certaines régions même certaines cultures relèvent entièrement des femmes: c'est le cas notamment de la riziculture traditionnelle et l'on a vu des projets échouer totalement faute d'avoir pris en considération cette donnée élémentaire. De même, les jeunes constituent l'essentiel de la force du travail et à ce titre sont également directement concernés par les innovations techniques qui seront proposées. Ajoutons enfin que souvent, au lieu d'être les bénéficiaires du progrès agricole, ces deux groupes en sont plutôt les victimes, car c'est sur eux que retombe le plus souvent le surcroît de travail pendant que les suppléments de revenus restent gérés exclusivement par les chefs de famille. Nombreux sont les Projets qui, faute d'avoir perçu ce processus, se sont trouvés face à des situations de blocage qu'ils ne parvenaient pas à expliquer. Une nouvelle méthodologie de la vulgarisation se devrait donc d'être attentive à l'ensemble des groupes sociaux et sur ce point également nous ferons des propositions.

Voilà donc, selon nous, quelques-uns des postulats erronés sur lesquels repose implicitement la philosophie actuelle de la vulgarisation agricole en Afrique et qui explique, pour une très large part, le peu de résultats obtenus jusqu'ici. Il est temps désormais de voir ce que pourrait être une autre méthodologie de la vulgarisation, plus respectueuse, ainsi qu'on l'a dit, des paysans sahéliens et des valeurs sur lesquelles reposent les sociétés au sein desquelles ils vivent.

II. POUR UNE NOUVELLE METHODOLOGIE DE LA VULGARISATION AGRICOLE

Le principe de base qui devrait inspirer la philosophie de cette nouvelle vulgarisation est, ainsi qu'on l'a déjà dit à plusieurs reprises, que les paysans sahéliens; loin d'être ces individus figés dans l'utilisation de techniques archaïques et rebelles à toute innovation que certains se plaisent à décrire, sont au contraire des adultes responsables, conscients qu'ils doivent absolument modifier leur façon traditionnelle de cultiver et prêts pour cela à apprendre de nouvelles techniques à condition de comprendre où elles les conduisent. Il y a aujourd'hui assez d'exemples qui montrent que lorsqu'on propose des innovations techniquement maîtrisables, sociologiquement acceptables et économiquement rentables, celles-ci sont rapidement adoptées, pour que l'on ne continue pas à rejeter sur les paysans des responsabilités qui ne sont pas les leurs. Il faut donc changer de méthode et engager un réel dialogue non avec des individus sélectionnés de l'extérieur mais avec les communautés existantes (c'est-à-dire les villages et les quartiers) pour leur proposer un développement rural qui assurera la survie du groupe et ne laissera personne à l'écart.

Essayons de voir comment concrètement cela est possible. Cette pédagogie de groupe devrait se faire en trois étapes que nous avons proposé d'appeler pour simplifier: auto-analyse, auto-programmation, auto-évaluation. Reprenons donc chacun de ces termes pour voir précisément ce qu'ils recouvrent.

1. La phase d'auto-analyse

Chacun conviendra, de nouveau, qu'aujourd'hui la quasi totalité des projets de développement rural sont préparés *de l'extérieur* sans aucune consultation de ceux qui sont pourtant supposés en être les bénéficiaires c'est-à-dire les paysans. On «pense» ainsi à la place des populations sans se demander quelle «analyse» elles font elles-mêmes de leur situation agricole et quelles idées elles peuvent avoir quant aux solutions à y apporter. C'est justement ce à quoi l'*auto-analyse* veut remédier en *donnant la parole* aux populations elles-mêmes pour qu'elles exposent leur conception des choses. Cela se fait de la façon la plus simple sous forme de discussions ouvertes dans la tradition du palabre traditionnel. Et tous ceux qui ont participé à de telles séances n'ont pu manquer d'être frappés par l'extraordinaire capacité d'analyse des paysans ainsi réunis en groupe, par l'étonnante lucidité dont ils font preuve et par l'attente qui est la leur par rapport aux techniciens extérieurs. Qu'on nous permette à titre d'exemple de nous référer brièvement sur ce point à l'expérience menée au Mali dans le village de Suransan-Tumunto au nord de Kita. Au cours des stages de formation «supérieure» des jeunes alphabétisés organisés dans ce village et sur lesquels nous reviendrons, nous avons en effet voulu parallèlement aider les villageois à procéder à l'analyse systématique de ce qui n'allait pas dans l'agriculture et des solutions possibles. On ne peut évidemment ici reprendre le détail de ces sept veillées d'auto-analyse (3), mais du moins peut-on essayer de dégager les leçons essentielles que nous avons tirées de cette expérience. Premier constat: l'extraordinaire lucidité des paysans sur ce qui constitue pour eux le problème no.1 du village — la baisse constante de la fertilité du sol, elle-même dûe à la diminution régulière des temps de jachère — et sur les causes d'un tel phénomène (la pression démographique, la place faite à l'arachide, le passage à la culture attelée) mais aussi une sorte de sentiment d'impuissance en face d'un processus qui paraît irréversible. Une des solutions possibles serait une plus grande sédentarisation du bétail, déjà largement avancée, mais se pose alors le problème de l'*abreuvement* du bétail (et non de son affouragement). Comment abreuver les bêtes pendant la saison sèche lorsque les humains eux-mêmes manquent d'eau? Troisième préoccupation majeure: l'envahissement des champs par *le striga*, considéré par les paysans de Suransan comme la cause principale de la baisse des rendements des mils et sorghos. Or, par rapport à ces trois préoccupations essentielles et tout à fait justifiées - que proposait le vulgari-

sateur? Le catéchisme qu'on lui avait appris sur le fongicide, le semis en ligne et la dose d'engrais économique. Comment dans ce cas aurait-il pu intéresser les paysans?

Sans doute, nous objectera-t-on qu'un travail d'auto-analyse aussi minutieux réalisé sur un village n'est pas généralisable à la totalité des villages encadrés par un projet. Cela est juste. Aussi au moment de la préparation du Projet (ou de la renégociation d'un nouveau Projet), n'est-il pas indispensable de procéder à un tel travail dans la totalité des villages. Il suffit à ce stade de le faire sur un échantillon aussi représentatif que possible des villages encadrés pour avoir une idée suffisamment précise de la façon dont les populations perçoivent la situation et de leurs «attentes» par rapport au Projet. Quel que soit le nombre de villages que l'on pourra toucher à ce stade une chose est certaine: leur façon de voir les choses devrait peser au moins aussi lourd dans l'élaboration du projet que les avis des experts quels qu'ils soient. Et par la suite, au fur et à mesure de la mise en oeuvre, on pourra étendre progressivement l'auto-analyse à l'ensemble des villages encadrés... Le goulot d'étranglement étant ici, non le temps disponible, mais la *capacité des cadres* à entreprendre un tel travail. Il est en effet clair que seuls des cadres de bon niveau technique (et fort heureusement ils sont de plus en plus nombreux) et ayant reçu une formation socio-pédagogique adéquate (ce qui hélas fait encore cruellement défaut) peuvent mener à bien un tel travail. Ce n'est en tout cas pas, et il faut être clair là-dessus, une démarche qui peut être mise en oeuvre par les actuels encadreurs ou moniteurs.

Mais revenons à la nouvelle approche proposée et après l'auto-analyse abordons l'auto-programmation.

2. La phase d'auto-programmation

Lorsque les paysans ont procédé à leur auto-analyse (et, on l'a vu, il s'agit d'une auto-analyse «assistée» et non «spontanée» dans le sens où elle requiert la présence d'un animateur extérieur), la balle est, pourrait-on dire, dans le camp des techniciens. Il leur appartient alors de montrer quelles sont les solutions aux problèmes soulevés, solutions qui prendront la forme d'une *stratégie d'ensemble cohérente* et non comme c'est aujourd'hui le cas de quelques recettes provisoires. Cependant, il est évident qu'il n'est pas possible que tout le village (puisque nous nous situons dans la perspective d'une discussion-négociation village par village) adopte *en même temps* la *totalité* de la stratégie proposée. L'auto-programmation va donc consister à répondre aux deux questions suivantes: qui? et quoi? «Qui», c'est-à-dire quels seront ceux qui expérimenteront les premières nouvelles techniques proposées? et «quoi», c'est-à-dire par quelle «séquence cohérente» de techniques complémentaires va-t-on commencer?

Examinons d'abord le premier point: qui? On sait que

dans la philosophie actuelle de la vulgarisation, c'est aux paysans pilotes que revient ce rôle «d'expérimentateurs» et on espère que, par la suite, leur exemple sera suivi et que cela fera «tâche d'huile». Mais on a vu plus haut que les paysans pilotes, parce qu'ils innovent sans le consensus préalable du groupe, apparaissent comme des déviants. Aussi, dans la nouvelle démarche, proposons-nous que ce soit le village tout entier qui désigne publiquement ceux que nous appelons les «délégués à l'innovation». Et cette désignation (ou cette délégation) intervenant dans le prolongement de la phase d'auto-analyse décrite précédemment, il est clair que le statut de ces innovateurs va être totalement différent de celui des paysans pilotes. Au lieu d'apparaître comme des déviants ou des traîtres, ils vont en effet se trouver valorisés du fait qu'ils acceptent *par délégation du groupe* de courir un risque que ce dernier ne peut courir dans son ensemble.

Quant au second point, quoi, c'est à dessein que nous avons parlé de «séquences cohérentes de techniques complémentaires». Rares sont en effet les thèmes techniques isolés qui ont en agriculture un impact significatif. C'est le plus souvent la combinaison de plusieurs techniques qui permet d'obtenir des augmentations de productivité marquantes. Il appartient donc aux techniciens de définir dans chaque situation comment la stratégie globale discutée dans son intégralité avec les paysans peut ensuite être décomposée en séquences significatives pouvant être testées par les délégués à l'innovation.

Un dernier point ici, mais de la plus haute importance: partout où il existe des paysans *alphabétisés*, il serait du plus haut intérêt que les délégués à l'innovation soient choisis parmi eux (ce que les paysans font d'ailleurs le plus souvent spontanément). La possibilité de communiquer *par écrit* avec les «délégués à l'innovation» facilite en effet considérablement le travail du technicien. Il peut ainsi élaborer de véritables protocoles d'expérimentation permettant de s'assurer que les thèmes techniques ont été rigoureusement appliqués. De même, la mesure des superficies et des rendements, le calcul précis du coût des inputs et des suppléments de production permettent de procéder aux *calculs économiques* indispensables et d'indiquer avec précision la rentabilité de l'investissement. Or, avec la détérioration constante de ses propres «termes de l'échange», c'est là un problème auquel le paysan est de plus en plus sensible. Ainsi, le recours à des délégués à l'innovation *alphabétisés* permet au moment de l'auto-évaluation de disposer de données chiffrées rendant possibles des discussions sur des bases précises et vérifiables par tous. Mais voyons ce que nous entendons par auto-évaluation.

3. La phase d'auto-évaluation

On pourrait dire que l'auto-évaluation est en quelque sorte le moment où les délégués à l'innovation ren-

dent compte du mandat qui leur avait été confié. «Voilà, expliquent-ils, ce que vous nous aviez demandé de vérifier, voilà les résultats que nous avons obtenus». Il est évident cependant que les autres paysans n'auront pas attendu ce moment pour se faire une première idée de l'intérêt des nouvelles techniques proposées. Sensibiliser par les phases précédentes (l'auto-analyse et l'auto-programmation), ils se sont déjà intéressés aux «champs de démonstration» parce que, grâce aux discussions de groupe, ils savaient précisément ce que ces derniers cherchaient à démontrer (ce qu'ils ne savent pas lorsque les champs de démonstration restent l'affaire de l'encadrement). Ils savent donc déjà à travers leurs observations si les innovations proposées sont intéressantes ou pas (et il faut espérer qu'elles le soient). Ce que l'auto-évaluation va apporter de nouveau c'est précisément cette possibilité de *mesure*, de *quantification* que nous évoquons il y a un instant et qui en quelque sorte permet de «mettre les cartes sur la table» en disant: voilà les techniques proposées et les résultats auxquels elles conduisent: qu'en pensez-vous? Et si, comme on peut l'espérer, les nouvelles techniques se révèlent plus efficaces que les anciennes, l'auto-évaluation va également permettre de poser la question (4): qu'est-ce qui empêche tout le monde d'adopter ces techniques? Ce qui va permettre de déceler au-delà des obstacles *subjectifs* (je n'adoptais pas les techniques proposées parce que je n'étais pas convaincu de leur efficacité) également une série d'obstacles *objectifs* (je voudrais bien adopter ces techniques mais il y a telle et telle chose qui s'y oppose) auxquels la vulgarisation devra être très attentive si elle veut accélérer la *propagation* de l'innovation.

Mais à côté de ce «compte rendu de mandat» des délégués «officiels» à l'innovation, l'auto-évaluation peut aussi porter sur les résultats des techniques déjà adoptées par certains paysans du village (on ne part en effet jamais de zéro). Ainsi dans un village qui fait déjà du coton et où certains paysans dépassent les 3 tonnes alors que d'autres n'atteignent pas la tonne, on pourra lancer la discussion sur les raisons qui expliquent une telle situation (généralement bien analysées) et sur ce qui empêche l'ensemble des villageois de faire comme ceux qui obtiennent 3 tonnes... ce qui mettrait en évidence de nouveau des obstacles plus «objectifs» que «subjectifs». Et, bien sûr, de telles auto-évaluations doivent à leur tour déboucher sur des nouvelles auto-programmations. Prenons encore un exemple: supposons que dans un village pratiquant depuis longtemps la culture cotonnière, l'encadrement constate —après une augmentation du prix des insecticides— une tendance à diminuer les quantités de produits utilisés (3 l. au lieu de 4 l. recommandés) et même à supprimer le quatrième traitement. Si devant une telle situation on pratique l'auto-évaluation, il est bien évident que les paysans vont invoquer l'augmentation du prix des produits insecticides. Comment alors les convaincre que,

malgré l'augmentation du prix des insecticides, les traitements restent encore *rentables* et qu'il faut donc continuer à utiliser 4 l/ha par traitement et à effectuer 4 traitements? Il est évident que la «prédication» du moniteur sera ici inefficace. La seule solution est de faire la *preuve expérimentale* que les traitements restent rentables. On peut alors proposer aux villageois de désigner un certain nombre d'entre eux qui accepteront de comparer les résultats obtenus sur un même champ, sur une parcelle traitée 4 fois avec 4 l. et sur une parcelle d'égale superficie traitée 3 fois avec 3 l. Et ici de nouveau, on voit l'importance de l'alphabétisation qui permettra de procéder à l'ensemble des *calculs économiques*.

Telle est donc la nouvelle méthodologie proposée avec ses trois phases d'auto-analyse, auto-programmation, auto-évaluation (la première et la troisième pouvant être combinées lorsque, comme c'est souvent le cas, on est en présence de villages déjà encadrés par un Projet). Elle repose, redisons-le au risque de nous répéter, sur la conviction que lorsqu'on s'adresse aux paysans sahéliens, on a affaire à des adultes responsables conscients de ce que leurs façons de cultiver doivent évoluer et qui ne demandent qu'à être convaincus de la validité des nouvelles techniques qu'on leur propose et de leur capacité à fournir une solution durable aux problèmes qui sont les leurs. Or, la seule façon de les convaincre est de jouer cartes sur table, c'est-à-dire d'accepter de discuter avec eux la totalité de la stratégie de modernisation qu'on leur propose et de leur donner les moyens concrets d'en vérifier la validité *par l'expérimentation*. Les paysans — les paysans sahéliens comme tous les autres — sont en effet *spontanément expérimentalistes*. Ils ne sont convaincus que par ce qu'ils voient, et de plus ce qu'ils voient sur leurs propres champs. D'où l'importance de ces «expérimentateurs-paysans» désignés par le groupe et qui, en quelque sorte, testent pour le groupe les techniques que tous sont appelés à adopter par la suite. D'où l'importance, également, d'une alphabétisation dans les langues nationales (5), permettant au moins à un certain nombre de paysans par village d'accéder au monde de la *mesure* et donc à un *langage commun* — qui fait aujourd'hui si cruellement défaut — avec les techniciens extérieurs. Mais c'est là un point que nous allons retrouver maintenant en abordant le problème de la formation des jeunes. Nous avons en effet, ainsi que nous l'avons déjà dit, la conviction qu'ils pourraient jouer un rôle décisif dans la réalisation de la révolution agricole, si indispensable au Sahel, et qu'ils ont été jusqu'ici à peu près totalement négligés. Essayons donc de voir comment, dans le cadre d'une nouvelle politique, ils pourraient être associés.

III. DONNER AUX JEUNES UNE FORMATION AGRICOLE SCIENTIFIQUE

Nous l'avons déjà dit, jusqu'ici les projets se sont peu

intéressés à la formation des jeunes ruraux. Sans doute existe-t-il dans la plupart des pays des structures de formation, mais outre le fait qu'elles touchent un nombre très réduit de jeunes, les différentes évaluations qui ont été entreprises au cours des dernières années ont montré qu'elles avaient un impact très faible sur les villages d'origine des stagiaires. Et là encore, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Les jeunes, en effet, formés à l'extérieur, sans aucune liaison avec leur milieu, se coupent progressivement de ce dernier et lorsqu'ils reviennent à la fin de leur formation ils apparaissent comme de dangereux perturbateurs. Le résultat est que dans l'incapacité où ils sont d'appliquer, à leur retour, les techniques qu'ils ont apprises dans les centres de formation les jeunes se découragent, vendent le matériel et partent en exode. Il faut donc, là aussi, changer de méthode et former les jeunes *au village et pour le village*. Essayons de voir comment.

L'un des résultats de cette phase d'auto-analyse que nous avons décrite, c'est de faire découvrir aux anciens l'ampleur des changements techniques à mettre en oeuvre et le temps qu'il faudra pour y parvenir. Certains, se sentant sans doute un peu dépassés par la révolution à laquelle on les invite, se tournent alors vers les jeunes et demandent aux techniciens extérieurs d'assurer leur formation. On est alors dans les meilleures conditions pour réussir, mais comment concrètement organiser une telle formation? Il s'agit en quelque sorte d'obtenir des chefs de famille que l'ensemble des jeunes du village (souvent regroupés d'ailleurs dans des associations traditionnelles de classes d'âge) reçoivent mandat pour réaliser au village, sous les yeux de tous et en fournissant régulièrement les explications nécessaires, une sorte *d'exploitation expérimentale*, où seront testés de façon cohérente la totalité des thèmes techniques aujourd'hui disponibles. Et on rejoindrait ici les orientations les plus récentes de la recherche agronomique qui s'intéresse de plus en plus à la mise au point de véritables *systèmes de production*, étudiant les combinaisons optimales de facteurs au lieu de proposer ces derniers de façon isolée. Ce vers quoi il faudrait s'orienter en définitive, c'est de proposer que *ce soit le groupe des jeunes qui soit chargé dans chaque village de tester les nouveaux systèmes de production proposés* en réalisant, comme on l'a dit, une sorte *d'exploitation prototype*, en quelque sorte *préfiguration* de ce que devraient être les exploitations agricoles du village dans 10 ou 20 ans. Et bien sûr, ces exploitations prototypes et expérimentales devraient également devenir des *exploitations-écoles*, en ce sens que l'on s'attacherait à fournir aux jeunes toutes les informations scientifiques nécessaires pour qu'ils comprennent le *pourquoi* (et pas seulement le comment) des nouvelles techniques qu'on leur demande d'appliquer. Et une telle formation *scientifique* devrait bien sûr se donner dans les différentes langues nationales... ce qui suppose tout un travail linguistique

préalable. C'est une expérience de ce type qui a été faite au Mali dans deux villages encadrés par l'OACV, expérience qui a montré qu'il était tout à fait possible d'enseigner en langue bambara les notions de base sur la connaissance des sols et la connaissance des plantes, notions qui permettent par la suite aux jeunes de comprendre les raisons scientifiques qui conduisent à adopter telle technique plutôt que telle autre. Nous ne pouvons, bien sûr, dans le cadre du présent document entrer plus avant dans le détail de cette expérience mais ceux qui seraient intéressés pourront se reporter soit à *Jeunes ruraux du Sahel*, soit à l'article intitulé «Une expérience de formation de jeunes ruraux au Mali en langue bambara», article publié par la revue *Perspectives* (1980, No. 1).

Et ici, de nouveau, l'intérêt d'une alphabétisation rapide des jeunes dans leur langue maternelle apparaît avec évidence. En effet, bien qu'il ne soit pas impossible de donner cette formation agricole *oralement* (et l'expérience montre que tous les jeunes, alphabétisés ou non, sont passionnés), la possibilité de recourir à l'écrit constitue néanmoins une aide précieuse, qu'il s'agisse de fournir un aide-mémoire des cours qui ont été donnés ou plus encore de laisser des *protocoles écrits* pour les travaux que les jeunes auront à effectuer. Aussi, lorsqu'il existe déjà un noyau de jeunes alphabétisés au sein du village, cela facilite grandement le travail et ils peuvent alors servir de médiateurs entre l'ensemble des jeunes et les formateurs extérieurs. Mais là où l'alphabétisation a le plus grand rôle à jouer c'est, comme nous l'avons déjà vu, au niveau du *calcul*, notamment du calcul des superficies, du prix des facteurs de production, des quantités récoltées, des rendements, etc., toutes notions indispensables pour parvenir à un véritable *calcul économique*. Aussi, faut-il intégrer le plus vite possible dans la formation l'apprentissage de toutes ces notions, ce qui, l'expérience le montre, peut aller très vite quand la motivation des jeunes est forte.

Mais, outre cette tâche à plus long terme, tâche de préparation de l'avenir pourrait-on dire, il est bien évident que le groupe des jeunes, surtout s'il y a parmi eux un noyau d'alphabétisés, peut également jouer le rôle de «délégué à l'innovation» pour les techniques que l'on souhaite voir adopter immédiatement par l'ensemble des villageois. Ainsi, dès que la vulgarisation a quelque chose de nouveau à proposer, elle devrait s'adresser systématiquement au groupe des jeunes dans chaque village en leur demandant de tester l'innovation proposée par le biais d'essais comparatifs simples où seraient comparées, d'une part, les façons de faire traditionnelles, d'autre part, les nouvelles techniques proposés, le tout s'effectuant bien sûr après information de tous, afin que chacun sache bien ce qui est en jeu. Plusieurs expériences de ce type ont été conduites dans un certain nombre de villages du Mali, chaque fois avec beaucoup de succès. Ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, au cours de la campagne agricole 1980, les formateurs de la

région CMDT de Koutiala ont proposé à 4 groupes de jeunes en cours d'alphabétisation de réaliser une série d'essais comparatifs permettant de mettre en évidence l'impact de différentes doses de fumure minérale sur maïs cultivé en plein champ. Les jeunes de quatre villages ont ainsi réalisé sept parcelles différentes avec des doses croissantes d'engrais et ils ont été en mesure, après la récolte, d'interpréter eux-mêmes les résultats de ces essais et de les présenter devant l'ensemble des villageois. Il n'est pas difficile d'imaginer l'impact que pourrait avoir une telle approche si on pouvait disposer dans chaque village d'un groupe de jeunes procédant ainsi à toutes les expérimentations ou, si l'on préfère, à toutes les «confirmations» des innovations que l'on souhaite vulgariser. On pourrait en effet de cette façon engager avec l'ensemble de la communauté villageoise un véritable dialogue reposant sur des bases objectives et des données de fait que chacun aura pu constater. Le problème, ici encore, se situe moins du côté des paysans que du côté des *cadres* aptes à mettre en oeuvre une telle démarche à la fois participative et rigoureusement expérimentale. Mais il ne fait aucun doute à nos yeux que, si elle était effectivement entreprise, elle obtiendrait des résultats infiniment plus efficaces et qu'il en résulterait une propagation de l'innovation infiniment plus rapide qu'avec la formule actuelle des thèmes simples et de l'encadrement rapproché. Pour s'en assurer, il faudrait qu'un certain nombre de Projets acceptent, au moins à titre expérimental, de s'engager dans cette voie. Espérons que le présent atelier incitera un certain nombre d'entre eux à tenter effectivement l'expérience.

Mais, ainsi qu'on l'a dit dans la première partie, une des lacunes essentielles des actuels Projets de développement rural aura été de négliger totalement la population féminine. Sur ce point également, il y a donc lieu de changer totalement de méthodes.

IV. FAIRE PARTICIPER LES FEMMES A L'INDISPENSABLE REVOLUTION AGRICOLE

Ainsi qu'on l'a vu précédemment, les femmes sahéliennes ont un rôle essentiel dans la production agricole. D'une part, en effet, elles participent régulièrement aux travaux agricoles, d'autre part, elles possèdent souvent leurs propres champs. Or jusqu'ici, les changements qui ont été apportés dans l'agriculture se sont faits souvent à leur détriment en venant ajouter un surcroît de travail à leurs tâches habituelles pourtant déjà très lourdes avec la triple «corvée» d'eau, de bois, de pilage. Tel est le cas notamment dans les zones cotonnières où l'essentiel du travail de la récolte leur revient. Aussi, voit-on dans des zones où les revenus monétaires se sont considérablement élevés que les revenus propres aux femmes sont au contraire en diminution. C'est que le temps supplé-

mentaire qu'elles doivent consacrer aux cultures commerciales (dont les revenus reviennent exclusivement aux hommes) n'est plus disponible pour les activités traditionnelles qui leur procuraient leurs revenus propres (activités artisanales, petit élevage, collecte et transformation de produits «secondaires»). Dans certains cas même, notamment lorsqu'il y a un aménagement hydro-agricole permettant de passer de la riziculture traditionnelle à une riziculture plus productive, elle sont purement et simplement déposées de leurs champs. Si on ajoute à cela que la dégradation de l'environnement (déboisement, baisse de la pluviométrie) rend beaucoup plus pénibles certaines de leurs tâches traditionnelles (recherche du bois, puisage de l'eau), on voit que les femmes n'ont jusqu'ici guère profité de la modernisation ou du développement! Il est donc absolument urgent de les faire participer également à la recherche des solutions et de prendre en considération leurs intérêts propres. Et pour cela, on pourra suivre la démarche décrite précédemment avec ses trois étapes d'auto-analyse, auto-programmation, auto-évaluation. Cependant, il sera souvent indispensable —pour des raisons sociologiques— avant de pouvoir réunir les femmes, d'obtenir les consensus préalable des hommes. De même, il sera souvent nécessaire de réunir d'abord les femmes à part pour les aider à s'exprimer sur leurs problèmes avant de vouloir organiser des réunions communes... ce qui pose le problème de l'encadrement féminin disponible pour accomplir un tel travail, car en définitive ce à quoi il faut aboutir c'est à ce que s'engagent de véritables «négociations» entre tous les groupes sociaux (hommes, femmes, jeunes) au niveau des villages afin que la nécessaire modernisation soit l'oeuvre de tous et profite à tous contrairement à ce qui se passe trop souvent aujourd'hui. Ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, il est évident que l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, si essentielle pour l'avenir du Sahel, ne peut se faire sans la participation active de tous (hommes, femmes, jeunes), ni sans que cela entraîne une nouvelle répartition des tâches et des revenus. Ce vers quoi il faudrait s'orienter, c'est donc vers des formes de promotion féminine qui prendrait en considération le rôle des femmes, non seulement comme épouses et mères, mais également comme productrices (6). Sans doute, s'agit-il là d'une entreprise de longue haleine —et ce d'autant plus que bien peu de choses ont été entreprises jusqu'ici— mais elle nous paraît tout à fait essentielle si on veut réussir cette transformation en profondeur qu'exige l'agriculture sahélienne.

CONCLUSIONS

Essayons de conclure. L'agriculture sahélienne connaît aujourd'hui une crise profonde qui compromet l'avenir même de la région. Le problème majeur est devenu partout celui d'un appauvrissement continu

des sols à la suite de la diminution constante des jachères sans que ces dernières aient été remplacées par des techniques nouvelles de préservation de la fertilité. Une «révolution» agricole s'impose donc de toute urgence qui se traduira par l'adoption de nouveaux systèmes de production. Ces nouveaux systèmes de production que la recherche agronomique est aujourd'hui en mesure de proposer ont, pour un grand nombre d'entre eux, déjà été testés en stations et sur des points d'appui. Le problème est aujourd'hui de les faire adopter dans des délais assez rapides avant qu'on soit parvenu à des dégradations irréversibles (et dans certaines régions celles-ci se sont déjà produites). Cela implique le passage à des techniques beaucoup plus complexes que celles qui sont aujourd'hui vulgarisées et, en particulier, la correction systématique de la carence phosphorique des sols —un des problèmes majeurs de l'agriculture sahélienne—, la restitution des résidus de récolte, l'enfouissement de la matière verte, l'apport de fumure organique. Redisons-le: *il n'y a pas de solutions simples aux problèmes qu'affronte aujourd'hui l'agriculture sahélienne, parce que ces problèmes sont eux-mêmes extraordinairement complexes.* Alors comment les faire adopter dans un laps de temps très court-car, on l'a dit, la situation se dégrade partout à un rythme extrêmement rapide —par les paysans? Nous avons essayé de le montrer: il ne s'agit plus de faire du porte à porte en essayant de convaincre quelques paysans isolés d'adopter quelques techniques simples, il s'agit de s'adresser à *des communautés villageoises tout entières* pour essayer, pendant qu'il est encore temps, de sauver des *terroirs villageois* dans leur ensemble. Pour cela, il faut partir, avec les populations, d'une auto-analyse de la situation, moins pour leur faire prendre conscience du caractère dramatique de cette dernière (ils en sont souvent beaucoup plus conscients que les techniciens), que pour les aider à passer à l'action et à accepter les changements profonds qui sont nécessaires. Nous avons proposé que, systématiquement, les techniques nouvelles soient testées au village par ceux que nous avons appelés les *délégués à l'innovation* et, parmi ceux-ci, nous avons essayé de montrer le rôle essentiel qui devrait revenir aux associations traditionnelles des jeunes que l'on rendrait responsables d'une exploitation-prototype qui serait également une exploitation-école servant de support concret à une formation agricole réellement scientifique. Mais tout cela passe par la création d'un *langage commun* permettant un dialogue permanent entre les villages et les techniciens. Ceci implique donc l'alphabétisation dans les différentes langues nationales d'au moins un noyau de paysans (qui serait généralement les plus jeunes) par village. Cette alphabétisation —qui peut se faire, ainsi qu'on l'a montré par ailleurs, dans des délais très rapides, moins de trois mois— permettra notamment aux villages de s'initier aux types de *mesures* habituellement utilisées par les techniciens (mesures de superficies, de poids, de

prix) et de permettre des discussions à partir de *références communes* (alors qu'aujourd'hui chacun utilise un langage qui lui est propre et reste étranger à l'autre).

Enfin, il faut mobiliser tous les groupes sociaux (hommes, femmes, jeunes) et rechercher avec eux comment il est possible de surmonter leurs conflits actuels qui sont secondaires par rapport au problème même de la survie du village.

Si toutes ces conditions sont réunies, alors on peut espérer redresser la situation et voir les villages sahé-

liens s'engager résolument sur la voie de cette révolution agricole qui seule peut sauvegarder leur avenir. Nous avons la conviction qu'ils sont prêts à s'engager dans cette voie, pour peu qu'ils trouvent en face d'eux des *cadres qui acceptent d'être leurs partenaires dans un dialogue permanent entre égaux*, chacun apportant son expérience. Puissent les réflexions qui précèdent avoir convaincu certains de ces cadres de s'engager, à leur tour, dans cette voie et leur avoir donné le désir d'expérimenter la démarche proposée en la soumettant à l'épreuve des faits.

BIBLIOGRAPHIE

- (1) Ainsi, dans le village de Suransan, au Mali, les petites filles avaient-elles mis le «catéchisme» du vulgarisateur en chanson, chanson qu'elles reprenaient en coeur en dansant et battant des mains.
- (2) cf. Bureau (R) *Péril Blanc - Réflexions d'un ethnologue sur l'occident* - L'Harmattan - 1978.
- (3) Pour une relation détaillée, on pourra se reporter à *Jeunes ruraux du Sahel* (pp. 100 à 167) ou au *Chemin des villages*. L' Harmattan.
- (4) Pour faciliter la discussion, à ce stade, il est très utile de disposer d'un tableau de feutre et de figurines qui permettent de visualiser les résultats et de donner ainsi une base concrète, accessible même aux non-alphabétisés.
- (5) Le problème de la méthodologie à suivre pour parvenir à une alphabétisation *rapide* d'un noyau de paysans par village est abordé dans l'ouvrage: *Alphabétisation et gestion des groupements villageois*. Karthala, 1983.
- (6) Sur tous ces problèmes de promotion féminine, on pourra se reporter à «Femmes et développement en Afrique sahéenne. L'expérience nigérienne d'animation féminine 1966-76». Editions ouvrières 1980, 212 p.